

aux populations des pays industrialisés. Les obstacles à l'augmentation des exportations et au financement se font de plus en plus sentir dans les pays en développement à revenu moyen. Ce sont toutefois les pays à faible revenu - et plus précisément les moins avancés d'entre eux - qui sont les plus vulnérables et dont les perspectives sont les plus sombres. Ce sont eux qui ont été le plus secoués par les chocs pétroliers et les taux d'intérêt élevés.

La hausse des prix et la diminution des approvisionnements de ressources pétrolières conventionnelles ont eu un grand impact sur chacun de nous. Mais les deux chocs pétroliers des années 70 ont eu un effet disproportionné sur les pays en développement, remettant en question les plans de développement de nombre d'entre eux. Le Canada convient que la communauté internationale devrait accorder une forte priorité à leurs besoins énergétiques. C'est en raison du rôle moteur de l'énergie que le Canada appuie l'élargissement du programme de prêts à l'énergie de la Banque mondiale, y compris l'établissement d'une nouvelle filiale énergétique - si le projet s'avère réalisable - afin d'aider les pays en développement dans leurs programmes énergétiques.

Au Canada, nous avons répondu à ce besoin en créant Pétro Canada International, un nouveau mécanisme d'aide au développement qui aidera les pays en développement importateurs de pétrole à mettre en valeur leurs ressources énergétiques, et notamment leurs hydrocarbures. Il faudra également faire preuve d'initiative et d'imagination pour trouver des moyens d'aider les pays en développement à mettre à profit les sources d'énergie non pétrolières. La récente Conférence sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables a joué un rôle important à cet égard, mais ne représentait qu'un pas sur une route longue et difficile.

Tout comme sa structure économique et ses compétences incitent le Canada à accorder une aide au développement du secteur énergétique, il entend également apporter une contribution appréciable à l'accroissement de la production agricole des pays en développement. Il est vrai que les échanges internationaux de denrées alimentaires se sont accrus très substantiellement ces dernières décennies. Mais nombre de nations autrefois autosuffisantes en produits de première nécessité - et qui en étaient même d'importants exportateurs - sont maintenant tributaires des importations de denrées, et notamment de céréales vivrières. La menace d'une crise alimentaire dans les années 80 reste très réelle, et la communauté internationale doit accorder une attention prioritaire à ce problème.

J'ai parlé d'énergie et d'alimentation, domaines dans lesquels le Canada peut apporter une contribution unique, mais j'aimerais aussi aborder rapidement la question